

**MAISON FAMILIALE RURALE  
DE LE CATEAU  
70 rue Faidherbe  
B.P. 59  
59360 LE CATEAU CAMBRESIS  
Rapport du commissaire aux comptes  
Exercice clos le 31 Décembre 2024**

Jérôme WILLERVAL  
Commissaire aux Comptes

41, Rue Roger Salengro  
BP 60530  
62008 ARRAS CEDEX  
tél : 03 21 71 30 30  
jwillerval@cogep.fr

www.cogep.fr

**MAISON FAMILIALE RURALE  
DE LE CATEAU  
70 rue Faidherbe  
B.P. 59  
59360 LE CATEAU CAMBRESIS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 16 MAI 2025**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Mesdames, Messieurs,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Maison Familiale Rurale de Le Cateau relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtées dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels.

Les résultats soumis à votre approbation traduisent :

- un excédent net de .....	371 611.03 €
- un total du bilan s'élevant à .....	6 742 708.71 €.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la coopérative à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Arras, le 5 Mai 2025.  
Pour la société COGEP AUDIT



Jérôme WILLERVAL  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale  
de Douai



## **Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la coopérative à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capitalsouscrit non appelé ( I )					
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	34 501,52		34 501,52	18 501,52
	Constructions	5 800 314,22	2 209 689,02	3 590 625,20	3 188 495,58
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	337 083,78	253 176,25	83 907,53	38 093,09
	Autres immobilisations corporelles	817 082,22	673 618,16	143 464,06	194 547,79
	Immobilisations en cours	654 211,02		654 211,02	276 880,60
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	15 685,56		15 685,56	15 281,13
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL ( II )</b>		<b>7 658 878,32</b>	<b>3 136 483,43</b>	<b>4 522 394,89</b>	<b>3 731 799,71</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements	11 248,17		11 248,17	8 713,19
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients et comptes rattachés	84 304,39	10 300,04	74 004,35	51 871,87
	Autres créances	23 822,02		23 822,02	30 773,40
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit appelé, non versé				
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	1 452 000,00		1 452 000,00	850 000,00
	<b>DISPONIBILITES</b>	621 991,80		621 991,80	670 556,37
	Charges constatées d'avance	37 247,48		37 247,48	33 368,89
	<b>TOTAL ( III )</b>	<b>2 230 613,86</b>	<b>10 300,04</b>	<b>2 220 313,82</b>	<b>1 645 283,72</b>
<b>TOTAL ACTIF ( I à VI )</b>		<b>9 889 492,18</b>	<b>3 146 783,47</b>	<b>6 742 708,71</b>	<b>5 377 083,43</b>

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an



## Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation		
	<b>RESERVES</b>		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées	151 062,76	151 062,76
	Autres réserves		
	Report à nouveau	2 783 538,02	2 552 353,11
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>371 611,03</b>	<b>231 184,91</b>
	Subventions d'investissement	1 075 267,73	1 226 656,95
	Provisions réglementées		
	<b>Total des capitaux propres</b>	<b>4 381 479,54</b>	<b>4 161 257,73</b>
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	7 452,05	12 570,00
	<b>Total des provisions</b>	<b>7 452,05</b>	<b>12 570,00</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 953 960,93	844 030,72
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	103 658,59	82 317,98
	Dettes fiscales et sociales	104 194,71	159 390,68
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 654,76	7 707,98
	Autres dettes	50 622,31	37 659,34
	Produits constatés d'avance (1)	119 685,82	72 149,00
	<b>Total des dettes</b>	<b>2 353 777,12</b>	<b>1 203 255,70</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>6 742 708,71</b>	<b>5 377 083,43</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	371 611,03	231 184,91
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	593 988,12	1 203 255,70
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	44 670,46	12 570,00
	(3) Dont emprunts participatifs		

# Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024		31/12/2023
		France	Exportation	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises			
	Production vendue (Biens)	30 092,50		23 169,40
	Production vendue (Services et Travaux)	1 592 423,47		1 552 018,41
	<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>1 622 515,97</b>		<b>1 575 187,81</b>
	Production stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation		1 066 683,59	1 051 087,90
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges		9 371,50	29 893,31
	Autres produits		7 754,91	7 178,75
	<b>Total des produits d'exploitation (1)</b>		<b>2 706 325,97</b>	<b>2 663 347,77</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			
	Variation de stock			
	Achats de matières et autres approvisionnements		254 923,39	225 610,71
	Variation de stock		(2 534,98)	(91,13)
	Autres achats et charges externes		704 713,07	863 921,16
	Impôts, taxes et versements assimilés		31 842,75	28 231,59
	Salaires et traitements		879 819,27	885 782,79
	Charges sociales du personnel		291 053,79	291 324,34
	Cotisations personnelles de l'exploitant			
	Dotations aux amortissements :			
	- sur immobilisations		353 815,51	347 638,57
	- charges d'exploitation à répartir			
	Dotations aux dépréciations :			
	- sur immobilisations		7 456,54	1 012,74
	- sur actif circulant			
	Dotations aux provisions			
	Autres charges		610,09	2 156,95
	<b>Total des charges d'exploitation (2)</b>		<b>2 521 699,43</b>	<b>2 645 587,72</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>184 626,54</b>	<b>17 760,05</b>



# Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>184 626,54</b>	<b>17 760,05</b>
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3) D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	54 415,64	27 296,78
	<b>Total des produits financiers</b>	<b>54 415,64</b>	<b>27 296,78</b>
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	28 301,02 1 738,29	11 462,09
	<b>Total des charges financières</b>	<b>30 039,31</b>	<b>11 462,09</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>24 376,33</b>	<b>15 834,69</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>209 002,87</b>	<b>33 594,74</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	187,43 164 669,42	1 900,78 150 716,83 50 000,00
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>164 856,85</b>	<b>202 617,61</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 045,00 203,69	4 947,44 80,00
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>2 248,69</b>	<b>5 027,44</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>162 608,16</b>	<b>197 590,17</b>
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>2 925 598,46</b>	<b>2 893 262,16</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>2 553 987,43</b>	<b>2 662 077,25</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>371 611,03</b>	<b>231 184,91</b>

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs  
 (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs  
 (3) dont produits concernant les entreprises liées  
 (4) dont intérêts concernant les entreprises liées

# Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **6 742 709 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 925 598 euros** et un total **charges** de **2 553 987 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **371 611 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.  
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.



# Règles et Méthodes Comptables

## AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DEL'EXERCICE

### 1- Taxe d'apprentissage

La quote-part de la taxe d'apprentissage collectée a été affectée en priorité aux investissements pédagogiques. Reprise au compte de résultat sur la durée d'amortissement des immobilisations correspondantes (en Produits d'exploitation).

### 2- Réduction du temps de travail

Pour mémoire, un accord RTT a été signé avec effet au 1er septembre 1999.

### 3- Engagement en matière de retraite

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010, l'Institut Rural des Maisons familiales de LECATEAU a opté pour l'application de la méthode préférentielle.

Les engagements en matière de retraite ont été comptabilisés.

Au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2009, ils sont valorisés à 18 367 €, et

- Pour un montant de 20 680 € au 31 Décembre 2010,
- Pour un montant de 24 796 € au 31 Décembre 2011,
- Pour un montant de 27 317 € au 31 Décembre 2012,
- Pour un montant de 31 136 € au 31 Décembre 2013,
- Pour un montant de 27 576 € au 31 Décembre 2014,
- Pour un montant de 32 411 € au 31 Décembre 2015,
- Pour un montant de 36 317 € au 31 Décembre 2016,
- Pour un montant de 40 129 € au 31 Décembre 2017,
- Pour un montant de 34 899 € au 31 Décembre 2018,
- Pour un montant de 38 955 € au 31 Décembre 2019,
- Pour un montant de 37 945 € au 31 Décembre 2020,
- Pour un montant de 39 321 € au 31 Décembre 2021,
- Pour un montant de 44 027 € au 31 Décembre 2022,
- Pour un montant de 12 570 € au 31 Décembre 2023,
- Pour un montant de 21 614 € au 31 Décembre 2024

Cette somme correspond au droit acquis au 31/12/2024, en fonction de la date d'entrée dans l'entreprise et de l'âge du salarié, de l'espérance de vie, le tout actualisé.

Au 31 décembre 2024, une partie de ces engagements :

- Est provisionné pour 7 452 €.
- Ont été externalisés pour 14 162 €.

### 4- Changement de dénomination

Par un procès verbal en date du 09 février 2007, l'Institut Rural des Maisons familiales de LECATEAU est devenu La Maison Familiale Rurale de LECATEAU.

Récépissé de déclaration de modification reçu en date du 06 Juin 2007 sous le numéro W592000374.

### 5- Changement de méthode

L'association a effectué en première application le nouveau règlement ANC 2018-06 lié au secteur non lucratif et de façon retrospective sur la présentation des comptes clos au 31 Décembre 2020.

Les subventions sont reprises en résultat au rythme des amortissements pratiqués sur les investissements qu'elle finance.

## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains	18 501,52		16 000,00			34 501,52
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	3 075 582,70 2 064 574,36		144 000,00 516 157,16			3 219 582,70 2 580 731,52
	Instal technique, matériel outillage industriels	354 441,84		71 640,18		88 998,24	337 083,78
	Instal., agencement, aménagement divers	217 565,49		989,00			218 554,49
	Matériel de transport	130 061,50					130 061,50
	Matériel de bureau, mobilier	451 305,00		18 093,19		931,96	468 466,23
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	276 880,60		945 644,61	568 314,19		654 211,02
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 588 913,01		1 712 524,14	568 314,19	89 930,20	7 643 192,76
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	15 281,13		404,43			15 685,56
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15 281,13		404,43			15 685,56
TOTAL		6 604 194,14		1 712 928,57	568 314,19	89 930,20	7 658 878,32



## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	1 019 813,48	120 449,01		1 140 262,49
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	931 848,00	137 578,53		1 069 426,53
	Instal technique, matériel outillage industriels	316 348,75	25 622,05	88 794,55	253 176,25
	Autres Instal, agencement, aménagement divers	152 122,23	12 437,41		164 559,64
	Matériel de transport	103 610,79	10 591,87		114 202,66
	Matériel de bureau, mobilier	348 651,18	47 136,64	931,96	394 855,86
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>2 872 394,43</b>	<b>353 815,51</b>	<b>89 726,51</b>	<b>3 136 483,43</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2 872 394,43</b>	<b>353 815,51</b>	<b>89 726,51</b>	<b>3 136 483,43</b>

### Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL IMMOB INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
<b>TOTAL IMMOB CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition de titres de participation							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>							

## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	12 570,00		5 117,95	7 452,05
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>12 570,00</b>		<b>5 117,95</b>	<b>7 452,05</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	3 330,84	7 456,54	487,34	10 300,04
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>3 330,84</b>	<b>7 456,54</b>	<b>487,34</b>	<b>10 300,04</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>15 900,84</b>	<b>7 456,54</b>	<b>5 605,29</b>	<b>17 752,09</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			7 456,54	5 605,29	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



## Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux	10 300,04	10 300,04	
	Autres créances clients	74 004,35	74 004,35	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	588,20	588,20	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	6 000,00	6 000,00	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	17 233,82	17 233,82	
	Charges constatées d'avances	37 247,48	37 247,48	
TOTAL DES CREANCES		145 373,89	145 373,89	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	44 670,46	44 670,46		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	1 909 290,47	149 501,47	584 249,00	1 175 540,00
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	103 658,59	103 658,59		
	Personnel et comptes rattachés	23 033,00	23 033,00		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	79 763,71	79 763,71		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	1 398,00	1 398,00		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 654,76	21 654,76		
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	50 622,31	50 622,31		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	119 685,82	119 685,82		
TOTAL DES DETTES		2 353 777,12	593 988,12	584 249,00	1 175 540,00
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		1 196 912,42			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		117 661,84			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		37 247	37 247
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			37 247



Effectif moyen

	31/12/2024	Interne
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE		
Cadres & professions intellectuelles supérieures		18,00
Professions intermédiaires		
Employés		19,00
Ouvriers		2,00
TOTAL		39,00

--

# Honoraires des Commissaires aux Comptes

					31/12/2024	31/12/2023	%	%
					31/12/2024	31/12/2023	%	%
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur					4 032,60	4 091,04	100,00	100,00
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
<b>Sous-total</b>					<b>4 032,60</b>	<b>4 091,04</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
<b>Sous-total</b>								
<b>TOTAL</b>					<b>4 032,60</b>	<b>4 091,04</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Jérôme WILLERVAL  
Commissaire aux Comptes

41, Rue Roger Salengro  
BP 60530  
62008 ARRAS CEDEX  
tél : 03 21 71 30 30  
jwillerval@cogep.fr  
www.cogep.fr

**MAISON FAMILIALE RURALE  
DE LE CATEAU  
70 rue Faidherbe  
B.P. 59  
59360 LE CATEAU CAMBRESIS**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION  
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à Arras, le 5 Mai 2025.  
Pour la Société COGEP AUDIT



**Jérôme WILLERVAL  
Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale  
de Douai**